



France-Tchad Le masque est tombé

Communiqué, le 29 février 2008

Le voyage du président français Nicolas Sarkozy au Tchad ce 28 février n'aura servi à rien sauf à cautionner l'enlèvement et la probable élimination physique de représentants de l'opposition démocratique par le régime Déby. La France, qui essaie de faire croire le contraire (mais n'y arrive pas), se rend ainsi une nouvelle fois complice de la dictature tchadienne et fait déjà voler en éclat les promesses du discours du Cap prononcé par le président français ce même 28 février.

Tout un chacun sait (et Nicolas Sarkozy en premier lieu) que les autorités tchadiennes manient le mensonge au sujet des opposants tchadiens disparus depuis le 3 février dernier. Il n'y a plus de doute depuis plusieurs jours : ce sont bien des militaires du régime qui ont enlevé les deux opposants Ibni Oumar Mahamat Saleh, secrétaire général du Parti pour les Libertés et la Démocratie (PLD) et Ngarlejy Yorongar, dirigeant du Front d'Action pour le Renouveau (FAR).

Si Lol Mahamat Choua, président du Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès (RDP), également enlevé, a finalement été « retrouvé vivant », il apparaît de plus en plus clair aujourd'hui que les deux autres opposants ont probablement été éliminés.

L'allocution d'Idriss Deby ce jeudi 28 février, affirmant que le bilan de la bataille de N'Djamena (des 2 et 3 février derniers) s'élevait finalement à « 400 morts ou disparus parmi lesquels des chefs de partis politiques », sonne comme un aveu.

La veille de l'arrivée du président français à N'Djamena, la primature tchadienne avait annoncé que le député Ngarlejy Yorongar, lui aussi « retrouvé vivant », allait prendre la parole publiquement à l'occasion de cette visite. Une annonce grotesque reprise par les autorités françaises qui sont depuis restées sourdes aux témoignages des proches des opposants disparus, que le président français a refusé d'entendre à l'occasion de sa visite.

C'est ainsi que l'annonce faite hier par le président français d'avoir obtenu « la création d'une commission d'enquête internationale sur la disparition des opposants et [...] plaidé pour une reprise du dialogue inter-tchadien » est plus qu'indécente. Elle est purement scandaleuse.

Faut-il d'ailleurs préciser que cette commission d'enquête sera présidée par un dignitaire du régime, Nassour Ouaidou, président de l'Assemblée nationale, ancien Premier ministre et membre de la majorité présidentielle ?

Comment ensuite interpréter les propos du président français tenus hier devant le Comité de suivi de l'accord du 13 août 2007¹ auquel l'opposition refuse de participer dans l'attente que le sort des disparus soit clarifié ? Arguant que les membres de l'opposition « ne peuvent pas pratiquer la politique de la chaise vide », puisque « pour se réconcilier, il faut être deux », le président français fait ici preuve d'un cynisme et d'un dédain qui dépassent l'entendement.

¹ Accord signé entre la majorité présidentielle et l'opposition politique, prévoyant l'organisation d'élections libres et transparentes d'ici à 2009 et dont Lol Mahamat Choua (arrêté puis placé en résidence surveillée par le pouvoir tchadien) préside le Comité de suivi.

Depuis plusieurs années, la France est priée d'encourager et soutenir les demandes de la société civile tchadienne pour l'organisation d'un *dialogue inclusif* (comprenant l'opposition armée et l'opposition non-armée) destiné à prendre le (long, difficile mais indispensable) chemin vers la paix et la réconciliation, suivi d'élections incontestables. Le drame que subit aujourd'hui le peuple tchadien est une conséquence de l'inconséquence française qui s'est constamment abstenue d'apporter une quelconque contribution à ce dialogue. Dans ces conditions, on ne pouvait que craindre le pire. On ne pouvait que craindre que Paris soutiendrait, quoiqu'il arrive, son dictateur préféré. Ainsi fut-il. Déby a bénéficié du soutien français (en renseignements, en armes, en munitions) nécessaire pour se maintenir au pouvoir, et entamer la chasse aux opposants et aux dirigeants des organisations de la société civile.

Qui va maintenant empêcher le régime criminel et corrompu d'Idriss Déby de poursuivre ses frasques ? Qui va protéger la population, le temps et l'espace nécessaires pour l'établissement d'un dialogue inclusif ? Qui va permettre le retour des dirigeants de la société civile et leur rétablissement dans leurs droits ? Certainement pas la France, qui s'est totalement disqualifiée pour une telle tâche et qui continue de disqualifier l'Eufor dont l'impartialité ne peut être que remise en cause du fait de la participation de plus de 500 soldats français détachés du dispositif *Epervier*, pierre angulaire du régime Déby.

C'est un appel à la Communauté internationale que nous lançons à nouveau aujourd'hui. L'ONU doit en effet prendre ses responsabilités. L'ONU doit intervenir afin que la France, juge et partie, cesse d'être un interlocuteur pour le « règlement » de la crise tchadienne.

En marge de cet engagement éhonté de la France au Tchad, les promesses de rupture à nouveau prononcées au Cap en Afrique du Sud par le président français ne font pas illusion. La France, et son tout nouveau président Nicolas Sarkozy, perpétuent une politique qui, sous couvert de « stabilité », n'en finit pas de contribuer à plonger le Tchad dans le chaos.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25